

Brochure n° 3196

**Convention collective nationale**

IDCC : 1351. – **ENTREPRISES  
DE PRÉVENTION  
ET DE SÉCURITÉ**  
**(16<sup>e</sup> édition. – Juillet 2004)**

---

**AVIS DE LA CPNI DU 18 AVRIL 2005  
RELATIF À LA PRIME ANNUELLE DE SÛRETÉ  
AÉROPORTUAIRE DITE PASA**

NOR : *ASET0550987M*

IDCC : 1351

La commission de conciliation et d'interprétation prévue à l'article 3 de la convention collective des entreprises de prévention et de sécurité est réunie sur demande des syndicats FO et de l'USP pour émettre un avis sur les modalités d'octroi et de versement de la prime instaurée par l'article 2.5 de l'annexe VIII concernant la sûreté aérienne et aéroportuaire (accord du 31 juillet 2002).

Après échanges entre l'ensemble des organisations, est arrêté le texte suivant qui constitue le texte de la recommandation.

Question 1 : le versement de la « prime annuelle de sûreté aéroportuaire » dite PASA était-il conditionné à l'acceptation de la revalorisation des marchés par les donneurs d'ordre de chaque entreprise ?

Avis de la commission : il était expressément convenu entre les parties que le versement de la PASA n'était pas subordonné à la prise en charge de son coût par les donneurs d'ordre.

Question 2 : pour la première année d'application, y avait-il lieu de proratiser la PASA ?

Avis de la commission : il n'y avait pas lieu de proratiser la PASA, laquelle est payable en une seule fois dans les conditions de l'article 2.5 y compris pour sa première application.

Question 3 : à quelle date cette PASA était-elle exigible pour la première fois étant rappelé que l'accord du 31 juillet 2002 a fait l'objet d'un arrêté d'extension du 21 octobre 2002 publié au *JO* du 24 octobre 2002 avec une date d'application fixée au 1<sup>er</sup> novembre 2002 ?

Avis de la commission : eu égard à l'esprit et au contexte des négociations, les intentions de l'ensemble des parties signataires étaient bien de faire bénéficier les salariés de cette PASA dès novembre 2002.

Question 4 : dans l'esprit des négociateurs, était-il prévu d'instaurer un cumul obligatoire entre la PASA et un 13<sup>e</sup> mois antérieurement versé ?

Question 5 : le versement d'un 13<sup>e</sup> mois entre-t-il dans la catégorie de « toute autre prime éventuelle versée annuellement » visée à l'article 2.5 ?

Question 6 : dans l'affirmative, cette assimilation est-elle toujours valable quelle que soit l'origine du 13<sup>e</sup> mois à savoir : usage, contrat de travail, accord collectif, et/ou élément repris lors d'un transfert entre prestataires successifs ?

Question 7 : dans le cadre d'un accord d'entreprise (instaurant ce 13<sup>e</sup> mois) antérieur à la date de prise d'effet de l'annexe VIII et prévoyant dans ses modalités de paiement un versement anticipé d'un acompte (moitié en juin) et le solde en décembre, ledit 13<sup>e</sup> mois est-il toujours assimilable à une prime versée annuellement ?

Avis de la commission :

En réponse de façon globale aux 4 questions figurant ci-avant, la commission confirme qu'il était bien dans l'esprit des négociateurs, et dans la lettre, d'instaurer une prime ne se cumulant pas avec un 13<sup>e</sup> mois (quelles que soient son appellation, son origine ou ses modalités de paiement).

Il est précisé que le salarié doit bénéficier du principe de l'application de la disposition la plus favorable (montant/modalités/conditions) entre la PASA et une telle prime.

Le présent avis d'interprétation, après signature par les différentes organisations syndicales, fera l'objet d'une procédure d'extension à la diligence des organisations patronales.

Fait à Paris, le 18 avril 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisations patronales :**

SNES ;  
SPESSAA ;  
USP.

**Syndicats de salariés :**

CFE-CGC ;  
CFDT ;  
CFTC ;  
FO.